



Intervention de Catherine Richard

33^{ème} Congrès de l'Union Départementale Force Ouvrière du Maine et Loire.

Chers camarades,

Bonjour à tous,

Bienvenue à ce 33^e congrès de l'union départementale FO du Maine-et-Loire.

Ouf on y est ! après un report et des incertitudes et avoir dû jouer des coudes pour faire respecter les règles ! Merci à Yves de nous honorer de sa présence et de le présider.

Bienvenue à Priscillia l'assistante d'Yves,

Remerciements à Madame Coquereau Maire de Segré en Anjou Bleu pour nous accorder la jouissance de ce parc expo à un tarif préférentiel, ce qui nous permet de tenir ce congrès dans de bonnes conditions.

Bienvenue à tous les camarades invités qui ont fait le déplacement et ils sont nombreux et c'est avec beaucoup de plaisir que je les accueille :

Merci à nos partenaires que vous pourrez rencontrer tout au long de cette journée dans le hall d'accueil et qui sauront vous renseigner. En fin de matinée, ils seront à la tribune pour une brève présentation de leur activité. Je les remercie pour le soutien apporté à nos militants, nos adhérents, lors des matinées d'informations et dès qu'ils ont besoin d'aide. Je compte sur vous pour leur réserver le meilleur accueil qui soit.

Bienvenue à Jean Claveau qui nous fait l'amitié de revenir parmi nous avec ses magnifiques dessins, et si drôles ! Merci Jean.

Et à tous les Camarades de l'UL de Segré, à tous les militants qui ont préparé ce congrès, à tous ceux qui hier et aujourd'hui ont installé, organisé cette salle, MERCI

Merci à John notre Camarade FO Du CESAME et à Alive pour le son et l'image !

Camarades nos congrès sont souvent l'occasion d'évoquer l'histoire. Celui-ci est marqué par le 150^e anniversaire de la Commune de Paris, première tentative de prise en main de son destin par la classe ouvrière. Les Communards, à 80% ouvriers et artisans, en trois mois développent un programme socialiste et fédéraliste. Ils réorganisent l'économie au profit des travailleurs, ils adoptant le drapeau rouge, ils instituent entre autres, l'éducation obligatoire, gratuite et laïque. Les actes de la commune imprègnent profondément, et continuent d'imprégner le mouvement ouvrier, particulièrement syndical. Ils ont servi de guide pour revendiquer et conquérir les lois de protection des salariés, la sécurité sociale, le système de garantie chômage, le salaire minimum légal...

Nous avons rendu hommage, lors du 1^{er} mai, à tous les combattants de la commune et aux 147 derniers « fédérés » fusillés dos au mur au Père-Lachaise. Nous avons décidé de poursuivre cet hommage à l'occasion de ce congrès. Non, « la Commune n'est pas morte ». Elle vit dans nos consciences et dans nos actes de militants syndicalistes ! Vous pourrez contempler dans cette salle quelques affiches qui l'évoquent.

Camarades, il me faut maintenant évoquer ces 3 années écoulées et vous présenter un point sur l'actualité.

Ces trois dernières années ont été traversées par des mouvements importants dont le premier a été celui dit des Gilets jaunes.

Des centaines de milliers de femmes et d'hommes, pour leur immense majorité des salariés - actifs, chômeurs ou retraités- souvent précaires, ont occupé les ronds-points, manifesté tous les samedis. Ce mouvement a fondamentalement été le révélateur d'une colère profonde engendrée par des années de gels ou de faibles augmentations des salaires, par la diminution des retraites et des pensions.

Face à l'ampleur de ce mouvement, Emmanuel Macron a dû renoncer à la hausse de la taxe sur les carburants qui en était à l'origine. Il annonce ensuite diverses mesures dont le lancement d'un « grand débat national ».

Alors qu'il réprime les manifestants avec une brutalité inconnue jusqu'alors, le président cherche à associer les organisations syndicales et les corps intermédiaires à la résolution de cette crise. FO n'est pas un corps intermédiaire, FO est un syndicat indépendant. Responsable, notre Confédération comme notre UD, avons refusé d'y participer. Quant aux conclusions de ce « grand débat », elles ne seront jamais ni discutées, ni bien sûr reprises au sein du gouvernement et rejoindront les poubelles de l'histoire.

Dans le même temps, nous avons recherché la jonction avec les gilets jaunes, sur la base de nos revendications, pour beaucoup communes avec les leurs. Nous avons réussi à associer dans cette recherche la CGT et dans son sillage la FSU et Solidaires, l'UNEF et l'UNL. Puis nous avons, dès le 14 décembre, défilé ensemble.

Avoir opéré cette jonction a permis que la défiance initiale des gilets jaunes à l'égard des syndicats tombe : tout au long de la bagarre contre le projet de réforme des retraites, les Gilets jaunes manifestent avec nous.

Dès le mois de mars 2019, nous avons alerté sur le projet gouvernemental d'une réforme « systémique » des retraites. Le gouvernement ne présente aucun projet écrit sur lequel discuter, juste une « orientation » particulièrement inquiétante : la volonté de fusion de tous les régimes de retraite en un unique système de retraite par points, et ouvre des « concertations » -pas des négociations- avec les organisations syndicales. En l'absence de tout projet écrit sur lequel discuter, notre Confédération quitte ces concertations et organise le 19 septembre un rassemblement massif à Paris qui réunira 15 000 manifestants.

La colère monte. Une grève illimitée des transports à partir du 5 décembre est annoncée. Partout la grève se prépare à l'appel d'une intersyndicale sans la CFDT (favorable à la retraite par points). Une des plus grandes grèves dans l'histoire des transports démarrera et durera plus de 5 semaines.

Durant cette période, notre Confédération comme notre UD ne lâcheront rien et seront à l'offensive pour organiser la grève partout où cela sera possible dans les transports, dans l'enseignement, la santé les entreprises du secteur privé... Cette mobilisation aura le soutien massif de toute la population.

Le gouvernement suspendra cette réforme sous prétexte de « crise sanitaire ». C'est un faux prétexte. C'est bien la puissante mobilisation qui a eu la peau de la réforme « systémique ». Nous avons gagné une bataille, mais pas la guerre : depuis quelque temps, la volonté de « réformer les retraites » réapparaît sous forme d'un projet de recul de l'âge de départ et de destruction des régimes spéciaux. À ce jour notre Confédération comme l'ensemble des organisations syndicales ont fait savoir qu'elles s'y opposeraient.

Durant toute cette période, la politique de « réduction des déficits » a profondément impacté la fonction publique qui a subi de profondes transformations.

Qu'il s'agisse de défendre les finances publiques, l'éducation, la santé, l'UD a toujours été aux côtés de ses syndicats en apportant à chaque fois le soutien des camarades de l'interprofessionnel. Je ne reviendrai pas sur toutes les mobilisations dans ce secteur, elles sont retranscrites dans le rapport d'activité. Mais je veux ici souligner les excellents résultats de nos camarades aux élections professionnelles dans tous les secteurs de la fonction publique. Dans le département nous sommes :

- Premiers dans la fonction publique d'état,
- Premiers dans la fonction publique hospitalière,
- Troisième à 0,5 point des deuxièmes (la CGT) dans la fonction publique territoriale.

Bravo mes camarades. Maintenant objectif 2022 !!

Avant de passer à l'actualité, je ne peux pas ne pas évoquer la question de la défense des libertés démocratiques et syndicales. Engagé dans une spirale liberticide au prétexte de la pandémie, le gouvernement a mis en chantier une loi dite de « sécurité globale » en novembre dans le cadre d'une procédure accélérée.

Dans le même temps, le 2 décembre, il publie des décrets qui élargissent considérablement la possibilité de fichage notamment les militants syndicalistes.

La détermination du gouvernement à passer cette loi en urgence montre à quel point elle constitue pour lui un point d'appui important pour réprimer toutes contestations contre sa politique de destruction de nos droits et garanties collectives. Là encore nous avons été à l'offensive en initiant une intersyndicale qui a appelé à la mobilisation le 25 puis le 28 novembre après le passage à tabac de Michel Zecler.

Le 28, plus de 4000 personnes manifesteront à Angers. Nous nous sommes associés au collectif 49 pour les libertés démocratiques qui réunit notamment la FSU, la CGT, Solidaires, la libre pensée, la ligue des droits de l'homme, Amnesty International, et le mouvement pour la paix.

La crise de la COVID 19 a conduit le président Macron à décider les mesures dont tout le monde se souvient : état d'urgence qui perdure (et qui risque de perdurer jusqu'après les présidentielles !) confinement généralisé, fermeture des « commerces non essentiels » dont les lieux de culture, interdiction des rassemblements...

Fermeture également des écoles, des lycées des universités avec mise en œuvre du téléenseignement dont les conséquences dramatiques se font déjà sentir, fermeture des entreprises, mise en place du chômage partiel et du télétravail.

Quant aux hôpitaux, ils ont pris la crise de plein fouet. Comment pouvait-il en être autrement quand depuis plus de 20 ans les gouvernements successifs se sont employés à fermer plus de 100 000 lits (économies budgétaires obligent) ? Fermetures qui se sont poursuivies en pleine crise sanitaire : 5 700 selon le ministre de la Santé lui-même en 2020 !

Très rapidement, notamment pendant le confinement, l'UD s'est organisée pour répondre aux syndicats, les aider à exiger la tenue des instances, répondre aux salariés, exiger les moyens de protection qui ont tant fait défaut notamment aux personnels soignants.

Dès le 11 mai, nous avons tout mis en œuvre pour que nos locaux rouvrent et que nos activités reprennent dans les meilleures conditions.

Fatigués et à bout, les personnels hospitaliers du public comme du privé ne se satisfont pas des applaudissements. Déterminés à voir leurs revendications satisfaites, ils ont organisé une puissante mobilisation le 16 juin 2020. Ils se sont mis en grève avec leurs syndicats FO, CGT et SUD pour exiger de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire. Le ministre de la Santé a ouvert des négociations, « le Ségur de la santé ». Le ministère est contraint d'octroyer des primes pérennes pour la majorité des catégories de personnels dans le public comme dans le privé. Mais des catégories, notamment médicosociales, sont exclues de ces augmentations. Pour eux, le combat se poursuit. Comme il se poursuit avec les unions départementales FO de la région en soutien à nos syndicats hospitaliers pour exiger l'ouverture voire la réouverture des lits d'hospitalisations, de réanimation et le maintien des services d'urgence. Cette bagarre est celle de tous ! dans le Maine-et-Loire ce sont plus de 200 lits qui ont été fermés en 2021.

Au mois de juillet, le président de la République a annoncé la mise en œuvre d'un « passe sanitaire » et la vaccination obligatoire pour les soignants. L'Union départementale revendique que ceux qui le souhaitent puissent accéder à la vaccination, mais elle refuse la division entre salariés vaccinés et non vaccinés. Comment pourrions-nous ne pas combattre l'introduction dans le code du travail et le statut de la fonction publique de nouvelles possibilités dérogatoires de sanction : la suspension sans salaire avec la possibilité à terme du licenciement ou de la révocation contre ceux qui ne rempliraient pas leur obligation vaccinale ? C'est ainsi que dès le 21 juillet avec la CGT, nous avons organisé un rassemblement à la préfecture et soutenu les salariés qui ont manifesté tous les samedis pour refuser les sanctions qu'implique cette « passe sanitaire ». Et soyons clairs : nos camarades hospitaliers démontreront dans le cours des débats, j'en suis sûre, que ces mesures n'ont rien de sanitaire, qu'en fait elles s'intègrent dans une politique de démantèlement de l'hôpital.

Cette crise sanitaire s'est avérée une aubaine pour le gouvernement qui l'a largement utilisé pour s'attaquer à l'ensemble de nos droits et garanties collectives : dérogations au temps de travail ; modification des règles relatives à la prise des congés payés ; poursuite souvent abusive de la télé travail... Après avoir mis en œuvre le « quoi qu'il en coûte » en attribuant des aides aux entreprises sans exiger de contreparties, le gouvernement indique qu'il va falloir rembourser !

Mais comme le dit notre camarade Yves Veyrier le « quoi qu'il en coûte » accorder aux entreprises ne peut devenir le « quoi qu'il en coûte » aux salariés. Notamment, ce n'est pas aux chômeurs de payer la crise. Pour Force Ouvrière la réforme de l'assurance chômage ne se justifie pas et nous la combattons jusqu'au bout. De même la pression sur les salaires alors que les actionnaires ne cessent d'engranger des dividendes devient intolérable quand de surcroît les prix de l'énergie flambent !

C'est ainsi que nous avons préparé le 5 octobre avec l'intersyndicale, en mettant en avant comme revendications les augmentations de salaire, l'abandon des sanctions contre les salariés, l'abandon de la réforme de l'assurance chômage, l'abandon de projet de réforme des retraites, la défense de la protection sociale. Nous l'avons préparée avec les secteurs déjà dans l'action, le CHU avec les ambulanciers, le groupe VYV 3, et si ce n'était pas le déferlement, ce 5 octobre qui a rassemblé 700 manifestants dans le département pour FO est un point d'appui pour poursuivre l'organisation du rapport de force. Nous devons être à l'offensive au risque de voir déferler de nouveaux mouvements comme les Gilets jaunes. Soyons attentifs à toutes les revendications, si nous ne voulons pas être délogés comme les partis politiques.

Camarades, durant ces trois années, nous avons œuvré pour le développement de l'organisation. De nouvelles implantations syndicales ont été réalisées : sur la base logistique GIPHAR, à la CAIB, entreprise de plus de 500 salariés, à Espace Émeraude, chez Nicoll, entreprise également de plus de 500 salariés, à l'AMIPI dans les EHPADs etc. Ce qui nous a permis de maintenir notre représentativité ! Il ne faut rien lâcher et sans relâche construire et développer.

Il nous faudra aussi être attentifs à l'avenir de la sécurité sociale pour laquelle ce gouvernement a des projets qui n'en doutons pas, poursuivra la volonté de son démantèlement. C'est pourtant l'assurance maladie qui a pris en charge les tests, la vaccination, les arrêts de travail, les hospitalisations ! Nous sommes attachés à son financement par les cotisations ! Nos anciens l'ont créé battons-nous pour la garder !

Préserver l'indépendance de l'organisation doit demeurer une priorité ! Cela fait maintenant presque 6 ans que nous vivons sous un régime d'état d'urgence, consécutif d'abord aux attentats et aujourd'hui à la crise sanitaire. Il vise un objectif : permettre au gouvernement de rechercher à chaque fois l'union nationale pour nous expliquer qu'il n'y aurait pas d'autre issue que sa politique. Pour FO c'est non, et notre indépendance nous permettra de poursuivre sur nos revendications y compris pendant la période électorale qui est ouverte. Nous ne sommes pas aux ordres !

Pour conclure, avant d'ouvrir la discussion, je tiens à remercier chaleureusement tous les camarades qui se sont investis pendant de nombreuses années au sein de nos instances et pour qui la retraite arrive.

Avec leur départ, la commission administrative comme le bureau de l'UD vont être profondément renouvelés et de nouveaux camarades, souvent de jeunes camarades et je m'en félicite, vont arriver. Souhaitons-leur la bienvenue.

Une attention particulière à Bernard Dessables et à Alain Duchêne qui ont œuvré pendant de nombreuses années à la défense des intérêts des salariés en étant respectivement défenseur syndical et conseiller prud'homme. Qu'ils soient remerciés pour leur grande disponibilité, la satisfaction d'avoir très souvent obtenu réparation pour salariés, pour les analyses juridiques pointues et d'une très grande clarté qui ont permis à bon nombre d'entre nous de tenir la dragée haute à leurs patrons !

Merci à Bernard pour son investissement au sein de l'AFOC !

Merci à Jean-Jacques Nicolai si souvent sollicité par bon nombre d'entre nous ! Il a été dans la foulée de Daniel Juret, le concepteur, le rédacteur du Combat social, il en a fait ce journal que nous avons aujourd'hui et qui est un point d'appui important pour les militants et les adhérents. Nous lui devons, les professions de foi des élections, la mise en forme de tracts, et tant d'autre chose nous avons mis un Corse au travail !!! les blagounettes du lundi matin nous manqueront ou pas selon leur niveau !

Merci à Sylvie que je sollicite souvent. J'aurais une attention particulière pour Anne-Marie qui va nous quitter à la fin de l'année après 40 années passées au secrétariat de l'union départementale. Elle est une des mémoires importantes de l'organisation, elle connaît chacun de nous, elle a fait preuve de grande disponibilité. Une page se tournera au 31 décembre et nous devons écrire une autre histoire. Merci Anne-Marie et nous aurons l'occasion de célébrer ton investissement au sein de cette union départementale comme salariée, mais également comme militante attachée à l'organisation.

Merci mes camarades

À vous la parole

Vive l'union départementale Force Ouvrière

Vive la confédération générale du travail Force Ouvrière !